



Lancement et suivi de programmes concrets de développement

44, rue de la Paroisse  
78000 VERSAILLES-FRANCE  
Tél. 01.39.02.38.59  
Fax 01.39.53.11.28  
e-mail : [interaide@interaide.org](mailto:interaide@interaide.org)

## **Proposition de termes de référence à l'attention de l'Agence Française de Développement**

### **Evaluation du projet**

**Scolarisation de base en milieu rural isolé :  
amélioration de l'accès et renforcement de la qualité –  
départements de l'Ouest, du Sud-est et du Centre -  
Haïti**

**Convention n° CHT1087 01 C**

**Février 2017**

# SOMMAIRE

<b>I. BREVE DESCRIPTION D'INTER AIDE .....</b>	<b>3</b>
<b>II. DESCRIPTION DU PROJET .....</b>	<b>3</b>
1. FICHE RESUMEE .....	3
2. CONTEXTE .....	6
3. PARTENAIRES ASSOCIATIFS LOCAUX.....	8
4. ANTECEDENTS EN MATIERE D'EVALUATION ET DE SUIVI-EVALUATION .....	10
<b>III. L'EVALUATION .....</b>	<b>11</b>
1. JUSTIFICATION DE L'EVALUATION.....	11
2. OBJECTIFS DE L'EVALUATION .....	11
3. QUESTIONS EVALUATIVES EN REGARD DES OBJECTIFS.....	12
4. APPROCHE METHODOLOGIQUE INDICATIVE.....	13
5. INFORMATIONS PRATIQUES ET CONTRAINTES LOGISTIQUES .....	14
<b>IV. LIVRABLES ATTENDUS .....</b>	<b>15</b>
<b>V. MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS .....</b>	<b>16</b>
1. MOYENS HUMAINS (CRITERES DE SELECTION) .....	16
2. BUDGET PREVU ET DUREE DE L'EVALUATION .....	16
<b>VI. CALENDRIER PREVISIONNEL .....</b>	<b>17</b>
1. ECHEANCES.....	17
2. CALENDRIER INDICATIF DE LA MISSION SUR LE TERRAIN .....	17
<b>VII. MODALITES DE CANDIDATURE.....</b>	<b>18</b>

## I. BREVE DESCRIPTION D'INTER AIDE

Créée en 1980, Inter Aide est une organisation humanitaire spécialisée dans la réalisation de programmes de développement, qui vise à ouvrir aux plus démunis un accès au développement. Les programmes répondent à des besoins vitaux précis. Mais à travers ces actions, notre objectif est avant tout de renforcer les capacités des populations les plus défavorisées à améliorer par elles-mêmes leurs conditions de vie.

Inter Aide mène à ce jour une cinquantaine de programmes répartis dans six pays : Haïti, Ethiopie, Madagascar, Sierra Leone, Malawi et Mozambique.

- En zone rurale
  - accès à l'eau, hygiène et assainissement
  - agriculture
  - santé communautaire, éducation à la santé dans les écoles, lutte contre les grandes endémies
  - appui aux écoles primaires
- En zone urbaine
  - accès à l'emploi : formation professionnelle, prêts productifs
  - éducation : préscolarisation, prévention de l'échec scolaire dans le primaire
  - social : accompagnement des familles les plus pauvres, développement du jeune enfant
  - santé : mutuelles de santé

Dans certaines zones, plusieurs programmes sont menés simultanément, de façon intégrée (santé + agriculture + hydraulique ou accompagnement social + prêts + mutuelles de santé, par exemple). Les méthodes et pratiques sont capitalisées et partagées à travers le réseau Pratiques.

## II. DESCRIPTION DU PROJET

### 1. Fiche résumée

<b>Nom de l'association</b>	Inter Aide - <a href="http://www.interaide.org">www.interaide.org</a>
<b>Intitulé du projet</b>	Scolarisation de base en milieu rural isolé : amélioration de l'accès et renforcement de la qualité
<b>Lieux d'intervention</b>	Communes de Cerca-la-Source, de Hinche, de Côtes de Fer et de Petit-Goâve – départements du Centre, du Sud-Est et de l'Ouest - Haïti
<b>Thématique</b>	Scolarisation primaire
<b>Principaux financeurs</b>	AFD ; Secours Populaire Français ; Fondation d'Aide à l'Enfance et au Tiers-monde ; Fondation AnBer, Fondation de La Serre, autres privés.
<b>Durée totale du programme</b>	Cycles d'appui de 6 ans par cohorte <sup>2</sup> d'écoles

### Présentation synthétique du projet

#### Contexte du projet

Inter Aide travaille depuis de nombreuses années dans le domaine de la scolarisation primaire dans les zones rurales isolées d'Haïti. Les premiers programmes dans ce domaine ont été conduits dans les mornes Cahos (chaîne des Montagnes Noires), département de l'Artibonite, de 1983 à 2010... Suite à des demandes d'appui répétées des communautés voisines du département du Centre et à plusieurs prospections, un nouveau programme d'appui à la scolarisation a été lancé en 2007 dans la commune de Boucan-Carré. Les besoins y étaient très importants, avec seulement 20%<sup>1</sup> environ d'enfants scolarisés dans des conditions particulièrement rudimentaires au lancement de l'action. Les progrès réalisés en moins de 3 ans avec deux premières cohortes d'écoles<sup>2</sup> (hausse des effectifs, baisse des taux d'abandon et de l'absentéisme, augmentation du recouvrement des écolages, amélioration du travail des maîtres et de la gestion de l'école...), avec une méthode qui a préalablement fait ses preuves à Madagascar, a confirmé la pertinence de dupliquer le processus d'appui dans la commune de Petit-Goâve (sections de Platon et des Palmes,

<sup>1</sup> Taux net de scolarisation dans le primaire.

<sup>2</sup> Une cohorte = un groupe d'écoles partenaires participant au même cycle d'appui sur 6 ans.

département de l'Ouest) particulièrement fragilisée par le séisme du 12 janvier 2010 et où intervient notre partenaire local Concert-Action. En 2012, l'action s'est ensuite étendue aux écoles rurales de la commune de Hinche (partie haute de la section de Juanaria, voisine de Boucan-Carré, dans le Centre), fortement démunie mais très motivée. En 2014, Concert-Action a lancé son propre programme d'appui à la scolarisation sur la commune de Côtes de Fer, et en 2015 Inter Aide a également consolidé son action dans le département du Centre en ouvrant un autre programme dans la commune de Cerca-la-Source.

#### Situation initiale et objet du projet

A Platon/Les Palmes (Petit-Goâve), le taux net de scolarisation au lancement de l'action en 2010 était de 66%. L'appui apporté au cours de la phase 1 du projet (2011-2014) a permis d'améliorer sensiblement le fonctionnement des écoles, de renforcer les compétences et la pratique pédagogiques des maîtres, ainsi que d'améliorer l'environnement d'apprentissage d'une grande majorité d'écoles. La période de désengagement (2015-2016) devait donc permettre d'achever les plans de formation (maîtres et directeurs) pour les 25 écoles en cours de soutien, ainsi que les constructions qui ont été validées lors des bilans antérieurs. A Juanaria (Hinche), le TNS était initialement de 41%, soit le taux le plus faible des zones ciblées. 16 écoles ont participé aux années 2 et 3 de renforcement. Les plans de formation et les dotations en manuels ont été amorcés en 2012, la livraison de mobilier et matériel didactique en 2013. Les premières constructions ont été réalisées en 2015. Le cycle d'appui devrait prendre fin en 2018. A Amazone et Bras de Gauche (Côtes de Fer), l'équipe a été constituée en 2014. 27 écoles ont participé à la phase de préciblage. Les parents, les comités, les maîtres et les directeurs ont commencé les cycles de formations prévus. Les dotations en mobilier et matériel, ainsi que les premières constructions débiteront durant la phase de renforcement à partir de juillet 2015. Le cycle d'appui durera au-delà de l'échéance du présent projet, jusqu'en 2020. Lamielle (Cerca la Source) est l'unique section dans laquelle les activités ont démarré pendant la période de financement. 27 écoles ont exprimé leur intérêt pour participer au projet. La phase de préciblage a été lancée en juillet 2015. Le projet permettra d'accompagner les écoles jusqu'à l'année 3 de renforcement.

**L'enjeu global du projet** est que la progression des taux de scolarisation observée dans les 7 sections communales ciblées soit accompagnée de bonnes pratiques, tant au niveau de l'accès (précocité, régularité, continuité) que de la qualité de l'offre (amélioration des conditions de fonctionnement, d'enseignement et d'apprentissage). **Il s'agit de rechercher, d'une part la mobilisation des acteurs scolaires en général et des parents en particulier autour de la question de la scolarisation des enfants, et ce dès leur plus jeune âge, et d'autre part de développer leur niveau d'exigence afin de stimuler la qualité de l'offre. Enfin, l'enjeu consistera également, dans un contexte gouvernemental plus propice, à créer des synergies avec les dynamiques sectorielles en cours.**

#### Mode opératoire (description de la méthodologie)

Dans les sections communales ciblées les écoles recensées ont peu de moyens humains et matériels pour fonctionner correctement et sont donc très fragiles. Il est, de fait, essentiel de prendre en considération le contexte d'isolement et la capacité d'absorption des communautés afin que les renforcements apportés soient adaptés à la réalité de la zone. Pour ce faire, il faut veiller dans un premier temps à :

1. Bien cibler les écoles à appuyer en privilégiant une période de préciblage qui permette d'**évaluer la dynamique communautaire et les besoins prioritaires à combler** ;
2. **Orienter l'appui vers des objectifs de scolarisation de base**, c'est à dire le 1<sup>er</sup> cycle du fondamental (priorité à l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul).

Un appui aux écoles existantes est privilégié. Les formes que prend cet appui dépendent des besoins prioritaires évalués avec les communautés et leaders impliqués à la fin d'une **période de préciblage, durant laquelle** les communautés doivent clairement **démontrer une forte motivation et une réelle implication afin de pouvoir bénéficier d'un appui.**

Les écoles ayant fait preuve de leur capacité à faire fructifier les apports du programme au cours de cette période de préciblage peuvent, en fonction des besoins, bénéficier des renforcements suivants, pendant

une période prédéterminée et planifiée (étape par étape) :

- Formation des acteurs communautaires (assemblée de parents ; comité de parents et/ou équipe-école<sup>3</sup> ; directeurs) à une gestion responsable et efficace de l'école de leur localité ;
- Formation académique et pédagogique des maîtres ;
- Appui à des projets d'infrastructures, d'acquisition d'équipements et/ou de matériel didactique durables et d'assainissement.

**La méthode d'intervention** s'appuie sur l'expérience d'Inter Aide dans la chaîne des Cahos et à Boucan-Carré, mais aussi dans d'autres pays (particulièrement en zone rurale à Madagascar). L'approche privilégie la composante « **animation communautaire** » afin de susciter l'implication de l'ensemble de la « collectivité » locale autour du projet de l'école. De fait, parents d'élèves, comités de parents, maîtres, élèves, mais aussi représentants de l'Etat doivent contribuer, chacun à leur niveau, à l'atteinte des objectifs.

**L'appui apporté se déroule en plusieurs étapes et les engagements respectifs de chacune des entités impliquées sont contractualisés et évalués à la fin de chaque période.**

L'étape 1 : PRECIBLAGE (8 à 12 mois). Il s'agit de :

- Recenser **les écoles et les communautés** qui ont manifesté un intérêt ou une demande pour le projet (visites dans ces écoles, rencontres avec les communautés concernées et/ou leurs représentants et récolte de données complémentaires, notamment démographiques et sanitaires). Les inviter à faire **une demande écrite** afin de formaliser cette première démarche.
- Réaliser un diagnostic participatif avec les écoles qui dresse un premier état des lieux de leurs besoins. Les accompagner dans la définition d'un « projet école » visant l'amélioration du fonctionnement.
- Suivre et accompagner **l'avancement des écoles préciblées par rapport à des indicateurs de progression et aux actions à entreprendre** (visites et bilans intermédiaires réguliers, réunions avec les différentes entités, formations et sensibilisations sur les rôles et responsabilités au sein de l'école ...).
- Doter les maîtres et élèves des écoles les plus réactives de **matériels didactiques de base** (programmes détaillés, manuels scolaires...).

L'étape 2 : APPUI RENFORCE (3 à 4 années). Il s'agit de :

- **Sélectionner les écoles** qui ont montré leur mobilisation pour améliorer leur fonctionnement et qui ont donc atteint tout ou partie des objectifs prédéfinis.
- Actualiser le « projet école » avec les différents acteurs concernés (parents, représentants des parents, directeurs, élèves, maîtres...), en s'assurant d'un degré de compréhension et d'appropriation suffisant. Utiliser les données produites pendant l'année de préciblage pour enrichir le diagnostic et proposer des solutions concrètes. En particulier, mettre l'accent sur le lien entre les résultats des tests de lecture/écriture/calcul (CB3) et le fonctionnement de l'école.
- **Renforcer l'appui** : sensibilisation et responsabilisation des parents d'élèves, structuration et formation des comités d'école, formation des directeurs et autres entités représentatives ; formation académique et pédagogique des maîtres ; réhabilitation d'un bâtiment ou construction d'un nouveau, appui à l'acquisition d'équipements mobiliers, de blocs sanitaires et de matériels didactiques durables....
- **Suivre et accompagner l'équipe-école** dans la mise en œuvre de ces projets.
- **Evaluer la progression** de chaque école en termes d'effectifs, d'appropriation, de qualité de gestion, de recouvrement des écolages, de qualité de l'enseignement et de qualité de l'environnement.

---

<sup>3</sup> L'équipe-école est composée des maîtres, du directeur, et des membres élus du comité de parents.

### L'étape 3 : DESENGAGEMENT PROGRESSIF (12 à 24 mois).

Après **3 ou 4 années de collaboration intensive**, les problèmes de base (infrastructures, mobiliers et matériels didactiques de base, compétences de base des acteurs communautaires en matière de gestion) sont normalement surmontés durablement. La formation des maîtres et/ou des gestionnaires de l'école peut en revanche se poursuivre et justifier le **maintien d'une supervision et d'un suivi du bon fonctionnement des écoles sur une, voire deux années avec une équipe d'animateurs locaux (résidant sur la zone) restreinte.**

<b>Groupes cibles initiaux</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ 12 350 élèves des 95 écoles appuyées</li><li>➤ environ 14 000 parents</li><li>➤ 570 enseignants</li><li>➤ 475 membres de comités de parents</li><li>➤ 95 directeurs d'écoles</li><li>➤ 18 artisans et/ou contremaîtres des zones ciblées</li></ul>
--------------------------------	--

## **2. Contexte**

### 2.1 Contexte géographique

**Haïti** est le pays le plus pauvre du continent américain, avec un Indice de Développement Humain (IDH) le classant en 168<sup>ème</sup> position sur 187 pays<sup>4</sup>. En dépit d'une certaine stabilisation du contexte politique et sécuritaire depuis 2004, le pays reste confronté à d'importants défis socioéconomiques, aggravés par le séisme de janvier 2010 et des événements climatiques et sanitaires dévastateurs répétés depuis lors. Près de 77% des Haïtiens vivent avec moins de deux dollars américains par jour et la moitié avec seulement 1 dollar ou moins. Environ 60% de la population active est touchée par le chômage ou le sous-emploi<sup>5</sup>. L'analphabétisme touche 40% de la population. Quant à l'éducation, elle est basée sur un système en grande majorité non public et particulièrement déficient. Divers programmes sociaux ont été initiés par le gouvernement depuis 2012, dans des domaines tels que la nutrition ou l'éducation de base et des progrès ont été accomplis. De vraies stratégies de réforme sectorielles restent toutefois à mettre en place pour attaquer les causes structurelles des faiblesses observées.

**Le département de l'Ouest** est le département le plus peuplé et concentre dans la capitale et sa périphérie la densité de population la plus importante du pays. L'accès aux services de base y est pourtant très inégal, avec des niches de pauvreté importantes dans les bidonvilles ou dans les zones rurales isolées comme les sections ciblées de la commune de Petit-Goâve.

La commune de Petit-Goâve recense 165 000 habitants. La zone ciblée s'étend le long des Monts de Bellevue, sur trois sections communales qui regroupent environ 40 000 personnes : 7<sup>ème</sup> de Platon, 9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> Palmes. Deux pistes accessibles en moto-taxi voire, selon les saisons, en camion, désenclavent partiellement cette région. Les acteurs présents se limitent à l'Église catholique, quelques missions baptistes et l'association locale Concert-Action. Le cycle d'appui aux écoles a débuté au lendemain du séisme, en 2010. La phase de désengagement s'est achevée en 2016.

**Le département du Centre** est, du point de vue de l'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, eau et assainissement), l'un des départements les moins bien classés du pays. L'analyse du niveau d'accès à ces services selon le pourcentage des communes par département montre que 91,5% de ses communes se situent dans les trois quintiles les plus défavorisés<sup>6</sup>. La situation du bas Plateau Central est particulièrement

<sup>4</sup> Rapport PNUD global 2014.

<sup>5</sup> PNUD, 2012.

<sup>6</sup> Source : *Carte de Pauvreté d'Haïti, version 2004*, Ministère de la Planification et de la Coopération Externe haïtien.

inquiétante, puisque toutes ses communes sont classées dans les quintiles « très faible » et « extrêmement faible ».

La section communale de Juanaria, est l'une des quatre sections de la commune de Hinche. Elle est la plus étendue du Plateau Central mais également la plus enclavée<sup>7</sup> et démunie de la commune. Hinche, chef-lieu de la section et du département, est distante de 4h30 de marche auxquelles il faut ajouter 2h00 de tap-tap de Régalis, une des localités les plus importantes de la section communale. Avec 42 500<sup>8</sup> habitants (dont près de la moitié en zone rurale) pour une superficie de 181 km<sup>2</sup>, Juanaria est densément peuplée. L'agriculture est la principale activité économique de la zone, même si la présence de gros marchés (notamment à Régalis) facilite les échanges commerciaux. Le cycle d'appui aux écoles a démarré dans la partie haute de la section en 2012 et concerne 16 écoles. La phase 2 du projet permettra d'achever le cycle, dont le terme est prévu mi-2018.

La section communale de Lamielle est rattachée à la commune de Cerca la Source, située au nord-est du département, à la frontière avec la République Dominicaine. La section recense plus de 17 000 habitants, et est séparée du bourg par la chaîne Zavoka et Monte Frio. Sa principale localité est Tilory. On y trouve le seul dispensaire de la zone, ainsi qu'un important marché transfrontalier. Ce dernier est la plaque tournante des produits agricoles haïtiens, trouvant des débouchés dans le pays voisin et des produits manufacturés dominicains, qui y sont achetés par les commerçants haïtiens.

Le **département du Sud-Est** a pour chef-lieu la ville balnéaire et touristique de Jacmel et présente une densité de plus de 280 hb/km<sup>2</sup>. Le département se décompose entre une zone littorale assez bien desservie par les infrastructures routières, et l'arrière-pays, plus difficile d'accès, ciblé par le projet.

Les sections d'Amazone et Bras de Gauche sont situées aux confins de la commune de Côtes de Fer, dans une région montagneuse très mal desservie par les pistes carrossables et dépourvue en services sociaux de base. Les centres administratifs sont situés à plusieurs heures de marche ou de moto-taxi. La population, estimée à 10 000 habitants, ne dispose que de ses propres moyens pour répondre à ses besoins de base.

Le cycle d'appui a débuté en 2014, à la demande de Concert-Action et en partenariat avec cette dernière. 27 écoles ont participé à la phase de préciblage jusqu'en juin 2015, puis 26 écoles ont renouvelé le partenariat jusqu'à présent. La fin du cycle d'appui devrait intervenir mi-2020.

## 2.2 Contexte éducatif

### ***Au niveau national***

**L'enseignement préscolaire**<sup>9</sup> s'adresse aux enfants âgés de 3 à 5 ans. **L'enseignement fondamental** est constitué de trois cycles, les deux premiers (qui constituent le primaire) étant conçus comme le niveau d'éducation de base (de 6 à 12 ans) et le troisième comme un niveau d'orientation (de 13 à 15 ans).

La principale caractéristique du système scolaire est qu'il se base surtout sur un réseau d'écoles privées (près de 80%). Dans son rapport 2013 sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement, le PNUD<sup>10</sup> estime que des progrès notables ont été accomplis en matière de scolarisation. Le taux net de scolarisation<sup>11</sup> (TNS) au niveau national est ainsi passé de 47% en 1993 à 88% en 2011<sup>12</sup> et il est sensiblement égal pour les filles et les garçons. Haïti demeure toutefois en-deçà de la moyenne régionale (TNS de 95% pour l'Amérique latine et les Caraïbes) et l'efficacité du système est particulièrement faible. Le nombre élevé de sur-âgés est illustré par un taux brut de scolarisation estimé à 165% tandis que 70% des élèves présentent un retard scolaire de deux ans. Le rapport du PNUD pointe également de fortes disparités territoriales qui se traduisent par un accès inéquitable à l'éducation ainsi que les faibles capacités

<sup>7</sup> Environ 7 h00 de Hinche (ville de rattachement) pour les habitants de Régalis.

<sup>8</sup> Dont 13 000 vivent dans les zones montagneuses ciblées par le projet.

<sup>9</sup> L'enseignement préscolaire n'est ni reconnu ni obligatoire et ne dispose pas de curriculum officiel.

<sup>10</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), République d'Haïti. 2014. Rapport OMD 2013, Haïti : un nouveau regard. Port-au-Prince. Sauf mention contraire, les statistiques de ce paragraphe sont extraites dudit rapport.

<sup>11</sup> Total des inscrits ayant l'âge officiel de fréquenter le primaire exprimé en pourcentage de la population correspondante.

<sup>12</sup> mais 73% en milieu rural.

du corps enseignant et l'absence d'infrastructures et d'équipements scolaires de qualité. Enfin, selon le recensement de 2003, 77% des écoles n'avaient pas accès à l'eau et 60% des écoles n'avaient pas d'installations sanitaires<sup>13</sup>. Ces défaillances du système sont manifestes dans les zones rurales isolées ciblées par le projet.

Des politiques volontaristes du gouvernement depuis 2012 en matière d'éducation ont permis de faciliter l'accès à la scolarisation primaire à travers plusieurs programmes : l'Éducation Pour Tous (EPT), le **Programme de Scolarisation Universelle Gratuite et Obligatoire** (PSUGO), le Programme de Nationalisation des Écoles Communautaires (PRONEC)... ces programmes ont pour point commun qu'ils permettent un accès gratuit à l'école, à travers le financement direct (élargissement de l'offre publique) ou indirect (subventionnement des écoles privées). De plus en plus, la stratégie du MENFP se recentre sur l'offre publique, mais sans en avoir les moyens : les professeurs sont embauchés mais non payés avec régularité, ce qui provoque un dysfonctionnement chronique des établissements publics.

Enfin, la capacité du système à former les enseignants est principalement limitée par le fait que les plans de formation élaborés par le MENFP ne sont pas déployés. **Plus de 60% des enseignants du secteur privé n'ont aucune qualification académique et professionnelle.**

### ***Dans les zones ciblées par le projet***

Même si l'offre scolaire est un peu plus « développée » sur la commune de Petit-Goâve, les faiblesses et besoins récurrents en termes de scolarisation primaire sont sensiblement les mêmes dans les trois zones.

**La grande majorité des écoles recensées, dans les communes de Hinche, Cerca-la-Source, Côtes de Fer et Petit-Goâve ne fonctionne que de manière intermittente** (quelques mois de l'année) et avec des moyens humains, matériels et financiers très limités. Les classes enseignées vont rarement<sup>14</sup> au-delà de la fin du 2ème cycle fondamental (6<sup>ème</sup> AF) et sont toujours organisées selon le système précédant la réforme « Bernard » de 1982<sup>15</sup>. Les enseignements dispensés le sont selon la méthode « traditionnelle » : apprentissage par cœur et répétitions collectives avec le maître.

**La majorité des maîtres impliqués** dans ces écoles ont été scolarisés jusqu'à la 9<sup>ème</sup> année fondamentale, mais **n'ont jamais reçu de formation spécifique pour enseigner**. Ce sont d'abord des paysans, parfois des pasteurs, ou bien des jeunes qui reviennent dans leur localité d'origine après avoir terminé deux ou trois cycles d'études primaires à Mirebalais, Hinche, ou encore Petit-Goâve. Ce sont des personnes de la zone, un peu plus lettrés que les autres, qui offrent ou échangent contre services ou rémunération leurs modestes connaissances et leur bonne volonté pour tenter de scolariser les enfants de leur localité.

**Les écoles sont par ailleurs très peu pourvues en infrastructures, équipements et matériels didactiques**, notamment au niveau du mobilier et des manuels scolaires. Dans leur grande majorité, les enfants ne disposent pas des supports d'apprentissage de base (cahiers et/ou ardoises, crayons...). Les écoles qui sont hébergées dans les bâtiments d'une église semblent offrir de meilleures conditions d'apprentissage, mais elles sont en général aussi sous équipées que les autres. Les infrastructures sont rudimentaires, constituées dans le meilleur des cas d'une simple « *tonèl peyi* »<sup>16</sup> couverte de tôles ou du hangar d'une église.

Enfin, le nombre d'enfants scolarisés dans chaque établissement est très variable, mais nombre d'écoles recensées (notamment à Juanaria) scolarisent moins de 100 enfants. **Le retard scolaire est très important**, avec un âge moyen des élèves de 12 ans en 1<sup>ère</sup> année fondamentale (au lieu de 6 ans) et de 14 ans en 2<sup>ème</sup> AF (au lieu de 7 ans)<sup>17</sup>.

### ***3. Partenaires associatifs locaux***

---

<sup>13</sup> Lignes directrices pour la promotion à l'hygiène en milieu scolaire, Direction de la santé scolaire du MENFP, juillet 2012.

<sup>14</sup> Excepté sur les zones proches de la route et/ou d'un bourg important sur la commune de Petit-Goâve.

<sup>15</sup> Cette réforme a modernisé le cursus académique et est à l'origine de l'organisation actuelle de l'enseignement primaire.

<sup>16</sup> Construction locale, très rudimentaire, et particulièrement exposée aux intempéries (quotidiennes en saison des pluies).

<sup>17</sup> En Haïti, l'intégration au système éducatif ne se fait pas de manière massive à l'âge de six ans (taux net de scolarisation à cet âge : 35%), mais aux âges qui suivent. Ce constat est d'autant plus marqué en milieu rural isolé.



**Concert-Action** : Concert-Action est une association haïtienne créée en 1997 par un ancien chef de secteur d'Inter Aide, de nationalité haïtienne. Les deux associations ont été partenaires dans la conduite de différents programmes d'agriculture, d'accès à l'eau potable et de santé primaire dans les départements du Sud-Est et de l'Ouest d'Haïti, notamment dans le cadre d'un financement de l'Union Européenne entre 2007 et 2009. Concert-Action a également bénéficié à sa création d'un important soutien de l'association française pour son renforcement institutionnel. L'association est désormais totalement autonome et bénéficie de financements de divers bailleurs occidentaux pour la mise en œuvre de ses projets. Concert-Action souhaitant étendre son domaine de compétences à l'éducation, un nouveau partenariat a été établi avec Inter Aide en 2010. Le rôle prévu pour Concert-Action dans le cadre du présent projet est le suivant : mobilisation des communautés et leaders de Petit-Goâve autour du renforcement de la scolarisation primaire ; appui logistique et mise à disposition d'un centre de formation à l'équipe scolaire de Petit-Goâve ; appui technique au programme scolaire pour les activités d'hygiène et d'assainissement. Deux actions d'appui à la scolarisation ciblées par le présent projet sont conduites ou ont été conduites en partenariat dans les communes de Petit-Goâve et Côtes de Fer. Durant la première phase du projet, un transfert de compétences a été opéré de la Responsable de programme Inter Aide de Petit-Goâve vers le Responsable de Concert-Action qui avait été recruté pour le futur programme de Côtes de Fer. La seconde phase du projet doit permettre un transfert de responsabilités afin que, au-delà de la mise en œuvre par le Responsable de programme haïtien, le suivi de l'action soit pleinement réalisé par un Chef de secteur de Concert-Action.

Objectif(s) global (aux) :

- Permettre à tous les enfants d'achever un cycle complet d'études primaires.

Objectif spécifique :

- Soutenir et renforcer la dynamique de scolarisation dans les sections communales les plus démunies de Petit-Goâve, de Côtes de Fer, de Hinche et de Cerca la Source pour une fréquentation scolaire précoce, régulière et continue.
- Permettre à 12 350 enfants des sections communales ciblées d'avoir accès à une scolarisation primaire de qualité.

Axes d'intervention du projet et principales activités correspondantes :

**Axe d'intervention 1 :** Les communautés de parents, les responsables des écoles et les autorités éducatives sont mobilisés autour de la scolarisation des enfants

- ⇒ Visites d'écoles, rencontres communautaires et enquêtes par foyer pour disposer d'une analyse approfondie de l'environnement éducatif
- ⇒ Evaluation et suivi du niveau de mobilisation des parents et des acteurs scolaires
- ⇒ Accompagnement de 54 nouvelles écoles d'Amazone et Bras de Gauche (Côtes de Fer), de Lamielle (Cerca la Source) dans l'identification de leurs besoins et la définition de leurs engagements et lancement de la phase de préciblage
- ⇒ Poursuite de l'accompagnement des écoles en cours de renforcement à Petit Goâve et Juanaria, et finalisation leur autonomisation
- ⇒ Evaluation du niveau de mobilisation des acteurs étatiques et non étatiques (dont parents, BDS, BDE, Missions, CASEC et ASEC) des 7 sections communales

**Axe d'intervention 2 :** La formation de l'ensemble des acteurs permet un meilleur fonctionnement des écoles et une amélioration durable des conditions d'apprentissage

- ⇒ Constitution et formation d'équipes d'animateurs et de conseillers pédagogiques locaux
- ⇒ Stimulation et accompagnement de la participation des parents à la vie et à la gestion de l'école
- ⇒ Formation et suivi des responsables des écoles partenaires
- ⇒ Formation et appui en salle de classe des enseignants

- ⇒ Formation et accompagnement de l'équipe de Concert-Action dans le cadre du lancement d'un nouveau cycle d'appui à Côtes de Fer
- ⇒ Information et implication de l'ensemble des partenaires privés et publics présents dans les zones d'intervention (élus locaux, églises, associations locales et représentants du BDS)
- ⇒ Accompagnement à la mise en place dans les sections rurales ciblées de mesures définies par le Ministère de l'Education nationale visant à renforcer la qualité de l'éducation et la formation des enseignants, en particulier concernant la certification des enseignants, l'évaluation de l'efficacité interne des écoles dans le primaire, et la mise aux normes des écoles.

### **Axe d'intervention 3 : 95 écoles disposent d'un environnement d'apprentissage durablement amélioré**

- ⇒ Formation des maçons et des contremaîtres locaux aux techniques de construction antisismiques
- ⇒ Formation des équipes locales à la mise en œuvre et au suivi des chantiers
- ⇒ Réalisation de réhabilitations et/ou tonnelles modulables permettant de sécuriser un espace d'apprentissage par école
- ⇒ Construction de bâtiments d'école
- ⇒ Equipement des écoles en mobilier et matériels didactiques de base
- ⇒ Equipement des écoles en blocs sanitaires et de systèmes de lavage de mains

⇒ *Le cadre logique du projet est présenté en annexe 1*

## **4. Antécédents en matière d'évaluation et de suivi-évaluation**

Les programmes scolaires menés par Inter Aide en Haïti ont été évalués à quatre reprises. Les trois premières évaluations, présentées ci-dessous, ont principalement porté sur les actions menées dans la chaîne des Cahos (communes de Petite-Rivière de l'Artibonite et de Marchand-Dessalines – département de l'Artibonite) entre 1983 et 2010 :

- ⇒ une évaluation réalisée avec le F3E (<http://www.interaide.org/pratiques/node/300>) en 2001 par Lionel Eustache et un cadre du MENFP
- ⇒ une évaluation sollicitée par Aide et Action (bailleur principal à cette époque) et réalisée par un évaluateur haïtien en 2005
- ⇒ une évaluation<sup>18</sup> sollicitée par le MAE et l'AFD et réalisée avec l'appui du F3E - par Catherine Delhaye, David Hacquin et Jacques-Norcus Jean du Centre International d'Etudes pour le Développement =Local fin 2011 :  
([http://www.interaide.org/pratiques/sites/default/files/IA\\_F3E\\_Synthèse\\_Evaluation\\_Cahos\\_2011.Pdf](http://www.interaide.org/pratiques/sites/default/files/IA_F3E_Synthèse_Evaluation_Cahos_2011.Pdf))

Les actions menées de 2007 à 2013 dans la commune de Boucan-Carré, et celles en cours dans les sections des Palmes et de Delatte (commune de Petit-Goâve) et de Juanaria (Hinche) ont fait l'objet d'une évaluation externe en 2014 :

- ⇒ une évaluation sollicitée par l'AFD et réalisée par William Michel et David Hodgkinson, fin 2014 :  
(<http://www.interaide.org/pratiques/download/file/fid/1899>)

Par ailleurs, les actions sont évaluées en continu par les équipes terrain et par le chef de secteur (basé au siège et chargé de la coordination des programmes), qui réalise des missions trimestrielles sur les zones d'intervention. Un bilan formel est réalisé annuellement afin de déterminer si les objectifs ont été atteints.

---

<sup>18</sup> Cette évaluation portait plus largement sur les effets et la stratégie d'Inter Aide dans la chaîne des Cahos au travers des programmes scolaire, santé, et de relance de la culture caféière.

Pour mesurer les effets du projet, plusieurs enquêtes spécifiques sont menées sur des échantillons représentatifs. L'analyse des indicateurs permet de modifier la stratégie si nécessaire. On retiendra notamment :

- **Une enquête par école** (fonctionnement et conditions de scolarisation) au lancement de l'action
- Une enquête démographique exhaustive (par foyer) qui met en relief **les taux brut et net de scolarisation dans le primaire** (début du projet, après 3 ans et à la fin du cycle d'appui)
- Une évaluation spécifique des **niveaux académiques et pédagogiques des maîtres** (début et fin de cycle)
- Une évaluation spécifique des **compétences de base des élèves en 3<sup>ème</sup> AF** (test annualisé)
- **Les capacités techniques et de gestion des comités et directeurs** sont évaluées au travers du suivi des indicateurs suivants : niveau de recouvrement des écolages ; taux d'abandons ; qualité de la gestion financière
- Les autres indicateurs mentionnés dans le cadre logique pour mesurer les résultats sont extraits des bases de données mises en place sur chaque zone.

### III. L'EVALUATION

---

#### 1. *Justification de l'évaluation*

Cette évaluation fait l'objet d'une demande conjointe de l'AFD (principal financeur du projet concerné) et d'Inter Aide. Le document de demande de subvention sera communiqué aux consultants qui souhaitent répondre à cet appel.

D'une part, l'évaluation doit permettre de **confirmer la pertinence de l'évolution de la stratégie** d'appui à la scolarisation primaire progressivement mise en place et expérimentée à partir de 2007/08 dans les zones montagneuses de la commune de Boucan-Carré, puis adaptée et développée dans celles de Petit-Goâve (2010), de Hinche (2012), de Côtes de Fer (2014) et de Lamielle (2015), tout en mesurant les effets induits sur trois zones d'intervention ciblées par l'évaluation. D'autre part, elle doit permettre de **capitaliser et mutualiser les différents outils méthodologiques et supports** propres à chaque équipe afin d'améliorer l'intervention dans sa globalité.

**L'enjeu principal** de cette évaluation à mi-parcours consistera à vérifier si l'évolution des méthodes utilisées a permis d'adapter l'action à l'évolution du contexte, en particulier au niveau de **l'appropriation des acteurs de l'école**, mais aussi au regard du dysfonctionnement de l'offre publique (de nombreuses écoles nationales sont aussi partenaires du projet). Les conclusions permettront d'adapter si besoin le cycle d'appui.

#### 2. *Objectifs de l'évaluation*

Les cycles d'appui ont démarré respectivement en 2010, 2012, 2014, et 2015 dans les communes de Petit-Goâve, Hinche, Côtes de Fer et Cerca-la-Source. Pour chaque cohorte d'écoles, ils se présentent comme suit:

PERIODE COUVERTE PAR LA PERIODE DE FINANCEMENT  
janvier 2015 - décembre 2018

Commune	Cohorte	Année scolaire 2014-15	Année scolaire 2015-16	Année scolaire 2016-17	Année scolaire 2017-18	Année scolaire 2018-19	Année scolaire 2019-20	Année scolaire 2020-21
Petit-Goâve	Platon/les Palmes	année 4 de renforcement	désengage- ment					
Hinche	Juanaria	année 2 de renforcement	année 3 de renforcement	année 4 de renforcement	désengage- ment			
Côtes de Fer	Amazone/Br as de Gauche	préciblage	année 1 de renforcement	année 2 de renforcement	année 3 de renforcement	année 4 de renforcement	désengage- ment	
Cerca la Source	Lamielle		préciblage	année 1 de renforcement	année 2 de renforcement	année 3 de renforcement	année 4 de renforcement	désengage- ment

L'évaluation devra porter sur **deux des communes ciblées par le projet** : Hinche et Cerca-la-Source<sup>19</sup>. Il s'agit, parmi les 3 programmes en cours, de deux programmes qui se trouvent respectivement sur la dernière et la première année de renforcement. Leur étude permettra d'apprécier la démarche et les activités mises en place à **deux moments bien différents du cycle d'appui** et les adaptations réalisées par rapport aux contextes d'intervention et aux recommandations émises par les évaluations antérieures.

Leur relative proximité (les zones sont situées dans le département du Centre) facilitera les déplacements et rendra l'évaluation plus efficiente. L'évaluation portera également sur **l'ensemble des axes d'intervention du projet, excepté la composante sanitaire** qui fait déjà l'objet d'évaluations spécifiques dans le cadre des programmes Hygiène, Assainissement et Eau réalisés par Inter Aide.

L'évaluation poursuivra trois objectifs principaux :

**Objectif 1 : Observer et mesurer le degré d'atteinte des résultats et porter une appréciation sur les effets**

Il s'agira de croiser les informations produites par les rapports d'activité et les observations de terrain pour faire un état des lieux après 2 ans de projet de la situation de la scolarisation dans les zones ciblées et de l'avancement des activités d'appui prévues, afin de mettre en avant les progrès, d'identifier les facteurs ayant pu causer des retards, et d'apprécier globalement la dynamique du projet.

**Objectif 2 : Analyser la pertinence des choix stratégiques au regard d'un contexte en évolution**

Les choix stratégiques sont définis par rapport à une analyse des besoins de chaque zone d'intervention, et met l'accent sur la responsabilisation des acteurs pour une progression durable des indicateurs. Le mode d'accompagnement de ces acteurs et la relation partenariale avec les écoles a évolué pour renforcer l'appropriation des solutions proposées. Les acteurs étatiques ou dépendants de l'État (en particulier les écoles nationales) sont cependant difficiles à mobiliser dans un contexte de crise politique. L'objectif est ici d'analyser la stratégie globale du projet avec ce contexte particulier mais aussi les stratégies de chaque zone d'intervention.

**Objectif 3 : Apprécier la pertinence des activités et de leur mise en œuvre et proposer des recommandations concrètes**

Cet objectif vise une analyse plus en détail des activités d'appui, en particulier celles qui concernent la formation des acteurs, le renforcement de capacités et les méthodes d'animation du projet, ainsi qu'une analyse des outils de suivi-évaluation qui permettent d'apprécier l'incidence de ces activités et de les améliorer.

### 3. Questions évaluatives en regard des objectifs

**Objectif 1 : Observer et mesurer le degré d'atteinte des résultats et porter une appréciation sur les effets**

<sup>19</sup> Les communes de Petit Goâve et Côtes de Fer seront ciblées par l'évaluation finale.

Comment a évolué le partenariat avec les écoles ? Quelles ont été les raisons de sortie ou d'entrée dans le partenariat ?

Comment ont évolué les effectifs des écoles ? Quelle analyse pourrait être faite sur ces évolutions ?

Quels aspects du fonctionnement des écoles ont pu être améliorés ?

Est-ce que la compréhension des acteurs du système scolaire a été améliorée ? Si oui, permet-elle de générer une dynamique de progression pour les écoles ?

Quel est le niveau d'avancement des formations auprès des maîtres, des directeurs, des comités de parents ? Quel est le niveau d'avancement des animations auprès des parents d'élèves ?

Quels sont les obstacles qui peuvent réduire les taux de présence des publics cibles ?

Les activités d'investissement (matériel didactique, équipements, constructions de salles de classe) favorisent-elles une amélioration durable des conditions d'enseignement ?

## **Objectif 2 : Analyser la pertinence des choix stratégiques au regard d'un contexte en évolution**

Dans quelle mesure les politiques nationales encouragent ou ralentissent la mobilisation des acteurs par le projet ?

Les choix stratégiques effectués jusqu'à présent (renforcer l'animation auprès des parents, réduire l'investissement sur les écoles nationales qui dysfonctionnent ou qui se désintéressent du programme) sont-ils pertinents ?

Les priorités définies par la stratégie du projet : amélioration de la précocité, de la régularité et de l'efficacité de la scolarisation... sont-elles toujours d'actualité ?

La stratégie concernant le renforcement de la gestion des livres par les écoles est pertinente ?

Les modifications du plan de formation des maîtres, centrées sur la transmission des compétences de base au 1<sup>er</sup> cycle, sont-elles adaptées ?

La configuration du partenariat avec le MENFP permet-elle une bonne communication des problèmes rencontrés, des diagnostics et des solutions proposées ?

## **Objectif 3 : Apprécier la pertinence des activités et de leur mise en œuvre et proposer des recommandations concrètes**

Le passage d'un contrat par objectifs à une approche par « projet école » favorise-t-il une meilleure appropriation des solutions ? Les engagements sont-ils considérés comme propres ou bien les acteurs ont-ils la perception qu'ils leur sont imposés par le programme ? Comment mesurer l'appropriation des engagements par les acteurs de la scolarisation ?

Quelles sont les forces et faiblesses des animations tournées vers les parents ? Les animations sont-elles pertinentes par rapport aux objectifs de sensibilisation ?

Le test CB3 (test de lecture, écriture et calcul pour élèves de 3<sup>ème</sup> AF, utilisé par le projet pour analyser l'efficacité interne des écoles) est-il fiable ? Pertinent ? Améliorable ?

Les contenus des formations axées sur la transmission des compétences de base (lecture, écriture, calcul) sont-ils adaptés ?

Comment modéliser ces formations pour permettre leur diffusion auprès d'autres acteurs ?

Quelle est l'appréciation des formations et des animations par les publics cibles ?

Quelles solutions proposées par le projet pourraient être capitalisées et comment les partager avec d'autres acteurs, en particulier le MENFP, ou d'autres ONG ?

La dimension genre est-elle prise en compte dans la mise en œuvre de la stratégie ?

Quelles recommandations pour adapter l'appui du projet à l'évolution du contexte ? Des réponses au niveau local peuvent-elles permettre de dépasser les dysfonctionnements de l'Etat ?

## **4. Approche méthodologique indicative**

En premier lieu, le travail d'évaluation consistera en **une analyse des données et informations** contenues dans les différentes bases de données, les grilles d'évaluation et de résultats, les rapports annuels ou thématiques mis à disposition par Inter Aide (Cf. liste en annexe 2).

Ensuite, l'évaluateur(-trice) réalisera de nombreuses visites terrain dans l'ensemble des deux zones d'intervention en Haïti (Cf. proposition de calendrier p.17).

Ces visites permettront aux évaluateurs d'une part de **mesurer les particularités des zones ciblées, en particulier du point de vue de l'isolement géographique et institutionnel des sections communales concernées** et d'autre part, d'apprécier les spécificités (historique d'intervention d'Inter Aide, présence de partenaires locaux, d'autres acteurs du développement...) de chacune d'entre elles, qui sont autant d'atouts et/ou de contraintes pour la mise en œuvre des actions.

Les évaluateurs devront nécessairement rencontrer les différentes catégories d'acteurs concernés par la scolarisation, en particulier :

1. Les acteurs directement impliqués dans les écoles : les directeurs d'écoles, les professeurs, les parents, les élèves. Il serait pertinent de cibler également des parents ne scolarisant pas leurs enfants.
2. Les acteurs institutionnels : les inspecteurs des BDS, des responsables des Directions Départementales, des responsables du Ministère au niveau central.
3. Les acteurs liés au projet : les Responsables de Programme des deux zones concernées, les animateurs, les conseillers pédagogiques, les formateurs.

Nota bene : bien que la zone de Côtes de Fer ne pourra pas être intégrée dans le périmètre de cette évaluation intermédiaire, il sera intéressant d'inclure le Responsable de Concert Action et de planifier un entretien à Port-au-Prince.

La nature et la durée des principales étapes de l'évaluation pourraient être les suivantes :

LIEU	ETAPE	DURÉE
France	Consultation de la base documentaire	2 jours
Versailles	Réunion de cadrage	1 jour
France	Rédaction de la note de cadrage	1 jour
Haïti	Mission sur le terrain et réunion post-mission à Port-au-Prince	10 jours
France	Rédaction et envoi du rapport provisoire	4 jours
Versailles	Réunion de restitution	1 jour
France	Rédaction et remise du rapport final	1 jour
<b>Durée totale de l'évaluation</b>		20 jours

### **5. Informations pratiques et contraintes logistiques**

Il faut souligner qu'en raison du contexte d'enclavement, pour une des trois zones évaluées (Juanaria) :

- Il faut envisager plusieurs heures de marche chaque jour dans des zones de mornes (petites montagnes), sous un climat le plus souvent chaud et humide (fin de saison des pluies). D'une part, l'accès aux véhicules motorisés (y compris les motos) est impossible au-delà d'un certain point, distant de 2 à 4 heures de marche du lieu d'accueil (Balandry => Régalis). D'autre part, depuis le lieu d'accueil, toutes les visites d'écoles se font à pied, avec des temps de marche allant de 15 minutes à 4 heures en fonction des localités. Compte tenu de l'impossibilité d'hébergement près des écoles (cf. plus loin), l'évaluateur(-trice) devra revenir chaque jour au lieu d'accueil.
- Le transport des bagages et des denrées alimentaires de zone en zone se fait par porteurs et/ou à dos de mulet. A noter qu'il n'y a pas d'épicerie sur place ; l'alimentaire doit, pour l'essentiel, être acheté à Port-au-Prince. Des marchés se tiennent en revanche deux fois par semaine, où il est

possible de s'approvisionner en fruits, légumes et produits transformés de base (pâtes, huile, biscuits, sucre, etc.).

- L'évaluateur(-trice) devra être accompagné(e) d'un guide connaissant parfaitement les zones d'intervention<sup>20</sup>. En outre, un interprète sera nécessaire si l'évaluateur(-trice) ne parle pas le créole haïtien. Il pourra s'agir d'une seule et même personne si le guide est francophone.
- La communication avec l'extérieur est restreinte : la couverture du réseau téléphonique est faible et il n'y a pas de connexion Internet (possibilité de se connecter via une clé 3G, mais avec un très faible débit et seulement dans certaines localités).
- Il n'y a ni hôtel, ni chambre d'hôtes à Juanaria. Inter Aide facilitera l'hébergement de l'évaluateur(-trice) dans les maisons qui lui appartiennent dans la maison-bureau de Régalis. A noter que les conditions d'hébergement sont basiques (énergie solaire, récupération d'eau de pluie...) et que les maisons seront partagées avec les responsables de programme d'Inter Aide (scolaire, hydraulique) qui y vivent.
- Il n'y a pas de structure de santé répondant aux critères occidentaux dans les zones d'intervention : en cas de besoin, il est possible de se rendre aux dispensaires de Bay Tourib (à 1h30-2h de marche de Régalis), voire à l'hôpital de Mirebalais (1h30 à pied/dos de mulet puis 2 heures depuis Bay Tourib). Il est impératif de prévoir une trousse à pharmacie pour les premiers soins, incluant des pastilles pour purifier l'eau de boisson.

#### IV. LIVRABLES ATTENDUS

---

Les produits attendus dans le cadre de cette évaluation **seront rédigés en français** et sont les suivants :

- Une **note de cadrage**, présentée quelques jours avant le départ sur le terrain, relatera les premières investigations effectuées par l'évaluateur (-trice) à partir des lectures documentaires et des entretiens réalisés en France. Elle présentera les questions et hypothèses appuyant le travail sur le terrain, ainsi que la méthodologie d'évaluation proposée pour les phases suivantes de l'évaluation.
- Une **restitution post-mission** aura lieu à **Port-au-Prince**, si possible en présence de représentants du Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France en Haïti, de l'Agence Française de Développement et de Concert-Action.
- Un **rapport provisoire** sera remis à Inter Aide et fera l'objet d'une **restitution à Versailles**.
- Un **rapport final (50 pages maximum)** faisant suite aux remarques d'Inter Aide sera produit. Les droits moraux et patrimoniaux des consultants appartiendront à Inter Aide.

Ce rapport comprendra :

- une **partie principale** qui traitera :
  - de l'analyse des réponses aux questions évaluatives proposées pour chacun des 3 objectifs visés par l'évaluation (résultats/effets, pertinence de la stratégie et mise en œuvre),
  - des perspectives et des recommandations, avec des propositions concrètes en vue de capitaliser sur la méthodologie et des propositions stratégiques.
- un **corps d'annexes** qui reprendra les résultats, les tableaux et données factuelles nécessaires à une meilleure compréhension de l'information développée dans le rapport principal.
- une **synthèse (8 à 10 pages maximum)** qui comportera :
  - un état des lieux,
  - une synthèse de l'analyse des effets et résultats obtenus, des principaux constats ou conclusions majeures sur la base des attentes exprimées dans ces termes de référence,

---

<sup>20</sup> Inter Aide pourra, sur demande, proposer des personnes-ressources.

- les recommandations et propositions de capitalisation de l'évaluateur(-trice).

Une version électronique des documents sera systématiquement jointe aux versions papier.

## **V. MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS**

---

### ***1. Moyens humains (critères de sélection)***

#### Profil attendu

*Il est à noter que l'évaluation pourra éventuellement être réalisée en binôme sur proposition de l'évaluateur (à budget égal).*

Il est fait appel à un(e) évaluateur(-trice) :

- disposant d'une expérience et d'une expertise confirmée en **gestion et évaluation de projets de développement rural** dans les pays pauvres ;
- disposant de compétences avérées en **analyse et renforcement du système scolaire** ;
- familier(-ière) des **méthodes participatives** avec une forte responsabilisation des familles bénéficiaires.

En outre, l'évaluateur(-trice) devra de préférence faire état d'une bonne connaissance et d'une certaine expérience opérationnelle dans le **domaine de l'éducation** (notamment en matière de scolarisation primaire) **et de l'animation communautaire**.

#### Compléments

L'évaluateur(-trice) aura si possible une bonne connaissance d'Haïti en général et du milieu rural haïtien en particulier.

Il (elle) sera parfaitement francophone ; la maîtrise du créole haïtien constituera un atout. Dans le cas contraire la constitution d'un binôme incluant un expert Haïtien est recommandée.

Enfin, compte tenu du contexte des zones évaluées (cf. partie III – 5.), il (elle) sera en excellente condition physique.

**Le choix de l'évaluateur(-trice) se fera sur la base d'un appel d'offres international.** Les propositions des consultants intéressés par la présente évaluation devront inclure :

- Une proposition technique présentant la compréhension des enjeux de cette évaluation et des termes de références, et la méthode d'évaluation proposée ;
- Une proposition financière (faisant apparaître la TVA sur une ligne séparée) ;
- Le CV des consultants : formation, expertises et expériences dans les champs couverts par le projet et dans ce type d'action, ainsi que d'éventuelles références.

### ***2. Budget prévu et durée de l'évaluation***

Comme indiqué dans la partie III – 4 des présents termes de référence, la durée totale de l'évaluation est estimée à 20 jours.

Les offres financières s'élèveront à un montant total **maximum de 14 000 € TTC**.

Le devis du prestataire sera composé de deux parties :

1. Des honoraires des consultants, avec le montant HT et la TVA apparaissant séparément ;



2. des autres frais remboursables par Inter Aide sur présentation des justificatifs par le prestataire, y compris per diem avec une attestation de présence sur le terrain et frais divers (interprète, restitution/reproduction/diffusion/ communication). Les billets d'avion et les frais de déplacement sur le terrain seront pris en charge par Inter Aide.

La TVA sera acquittée par le prestataire s'il est établi en France (ou assujetti à la TVA en France), ou par Inter Aide dans le cas contraire, conformément à la directive 2008/9/CE du 12 février 2008 relative au lieu des prestations de services : nouvelles règles d'imposition.

Inter Aide facilitera, dans la mesure du possible, l'organisation logistique locale pour permettre le bon déroulement de l'évaluation (hébergement sur zone, organisation des porteurs, prise de rendez-vous sur le terrain...).

## **VI. CALENDRIER PREVISIONNEL**

---

### ***1. Echéances***

Les échéances suivantes sont indiquées **au plus tard**. Elles seront éventuellement ajustées en fonction de la date réelle de départ en Haïti.

- Publication de l'appel d'offres : 3 mars
- Réception des offres : 17 avril
- Analyse des offres : 17-20 avril
- Annonce des résultats : 21 avril
- Revue documentaire : 24-26 avril
- Réunion de cadrage : 27 avril
- Mission sur le terrain : 7 au 15 mai
- Remise du rapport provisoire : 1<sup>er</sup> juin
- Réunion de restitution : 12 juin
- Remise du rapport final : 30 juin

### ***2. Calendrier indicatif de la mission sur le terrain***

Le calendrier **indicatif** de la mission sur le terrain figure ci-après (hypothèse d'un expert ne résidant pas en Haïti) :

Date		Lieu	Activité
Dimanche	07-may	Arrivée PAP	Arrivée PAP par vol international
Lundi	08-may	Déplacement PAP-Juanaria	am: déplacement pm: entretien avec RP, autres acteurs
Mardi	09-may	Juanaria	am: visites écoles, entretiens pm: entretiens
Mercredi	10-may	Juanaria	am: visites écoles, entretiens pm: entretiens
Jeudi	11-may	Juanaria-Hinche-Lamielle	am: déplacement à Hinche et entretiens avec équipe formateurs/BDS pm: entretien avec RP, autres acteurs
Vendredi	12-may	Lamielle	am: visites écoles pm: entretiens
Samedi	13-may	Lamielle	am: visites écoles, entretiens pm: entretiens
Dimanche	14-may	Lamielle-PAP	am: déplacement à PAP pm: entretien avec partenaire Concert-Action et préparation de la restitution
Lundi	15-may	PAP	Restitution
Mardi	16-may	Départ de PAP	Départ de PAP par vol international

## VII. MODALITES DE CANDIDATURE

Les offres sont à adressées **au plus tard le 17 avril** à l'adresse [interaide@interaide.org](mailto:interaide@interaide.org) en précisant l'objet « EVAL/SCO/HT».

Le dossier complet de demande à l'AFD sera communiqué aux candidats qui souhaiteront répondre à cet appel d'offres et en feront la demande.

### ANNEXE 1 : Cadre logique du projet évalué

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables et quantifiés	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques
<b>Objectifs globaux</b>	- Permettre à tous les enfants d'achever un cycle complet d'études primaires	-Taux net de scolarisation dans le primaire. -Taux d'alphabétisation des 15-24 ans. -Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire.	•Statistiques nationales et internationales •Enquêtes terrain auprès des groupes-cibles	
<b>Objectifs spécifiques</b>	- Soutenir et renforcer la dynamique de scolarisation dans les sections communales les plus démunies de Petit-Goâve, de Côtes de Fer, de Hinche et de Cerca la Source pour une fréquentation scolaire précoce, régulière et continue.  - Permettre à 12 350 enfants des sections communales ciblées d'avoir accès à une scolarisation primaire de qualité.	-Taux net de scolarisation dans le primaire (situation de référence : 66% à Platon/les Palmes et 41% à Juanaria en début de cycle / cible : 80% pour les filles comme les garçons) -Taux d'achèvement du cycle primaire (situation de référence : 70% à Platon/les Palmes et 12% à Juanaria en 2013-2014 / cible : 60%) -Moyenne d'âge en 1ère AF (situation de référence : 7,8 ans à Platon/les Palmes et 8,6 ans à Juanaria en 2013-2014 / cible : 6 ans) -Taux moyen de jours de scolarisation/élève sur une année scolaire (cible : 75% du nombre de jours officiel) -Taux de réussite aux tests d'alphabétisation (situation de référence : pour Platon/les Palmes 53% en lecture et 33% en écriture ; pour Juanaria 50% en lecture et 39% en écriture / cible : 75%) -Proportion de maîtres détenteurs d'un permis d'enseigner (cible : 60%) -Proportion d'écoles détentrices d'une CIE ou équivalent (cible : 100% des écoles soutenues) -Proportion d'écoles présentant des conditions d'apprentissage correctes (cible : 70%)	•Enquêtes démographiques et de scolarisation  •Bases de données du projet  •Grilles annuelles d'évaluation des écoles  •Rapports d'analyse de l'évaluation des compétences de base des élèves  •Rapports d'activités annuels  •Attestations de reconnaissance officielle  •Rapports des évaluations externes intermédiaire et finale	Le pays ne connaît pas de crise majeure au cours de la période d'exécution du projet.  Aucun événement ne vient modifier l'intérêt des communautés pour l'atteinte de ces objectifs.

	<p>R1- Les communautés de parents, les responsables des écoles et les autorités éducatives sont mobilisés autour de la scolarisation des enfants.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Nombre de familles sensibilisées (cible : 7 000)</li> <li>-Taux de participation des parents aux formations (cibles : 70 % ; autant de femmes que d'hommes parmi les participants)</li> <li>-Nombre de contrats signés (cible : 95)</li> <li>-Nombre d'élèves scolarisés dans les écoles soutenues (cible : 12 350 dont 50% de filles)</li> <li>-Taux d'abandon intra-annuel (situation de référence : moyenne de 3% à Platon/les Palmes et 18% à Juanaria en 2013-2014 / cible : ≤ 10% pour les filles comme les garçons)</li> <li>-Taux de recouvrement des écolages (situation de référence : 90% à Platon/les Palmes et 69% à Juanaria en 2013-2014 / cible : 80 %)</li> <li>-Proportion de jours d'ouverture de l'école par rapport au calendrier (cible : 100%)</li> <li>-Taux de participation des BDS aux bilans annuels (cible : 75 %)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Contrats d'engagement annuels signés avec chaque école</li> <li>•Fiches de suivi mensuelles des indicateurs de progression et grille annuelle d'évaluation des écoles</li> <li>•Bases de données du projet</li> </ul>	
--	---	--	---	--

<b>Résultats attendus</b>	<p>R2- La formation de l'ensemble des acteurs permet un meilleur fonctionnement des écoles et une amélioration durable des conditions d'apprentissage.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Membres de comités (cible : 475), maîtres (cible : 570) et directeurs (cible : 95) formés</li> <li>-Taux de participation des comités, maîtres et directeurs aux formations (cible : moyenne globale 70%)</li> <li>-Proportion de directeurs et comités de parents appliquant les principes de bonne gestion (cible : 70%)</li> <li>-Taux de paiement de la masse salariale (cible : 75%)</li> <li>-Proportion de maîtres préparant 5 leçons par jour (situation de référence 78% à Platon/les Palmes et 42% à Juanaria / cible : 70%)</li> <li>-Proportion de directeurs impliqués dans le suivi qualitatif du travail des maîtres (situation de référence à Platon/les Palmes env. 10% / cible : 60%)</li> <li>-Recrutement effectif d'un Chef de secteur par Concert-Action (cible : 1)</li> <li>-Nombre de visites des inspecteurs du BDS et/ou des BIZ dans les écoles ciblées (cible : 3 visites/an/commune)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Listes de présence en formation/tutorats</li> <li>•Suivi individualisé du cursus de formation des maîtres</li> <li>•Outils de suivi administratif mis en place dans les écoles</li> <li>•Visites de suivi dans les écoles</li> </ul>	<p>La situation économique des familles ne se dégrade pas au point qu'elles ne soient plus mobilisées pour l'atteinte de ces résultats.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre des politiques éducatives (dont le PSUGO) n'ont pas d'effet défavorable sur la mobilisation des familles autour de la scolarisation de leurs enfants.</p>
	<p>R3- 95 écoles disposent d'un environnement d'apprentissage durablement amélioré.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Nombre de bâtiments construits et/ou réhabilités (cible : 39)</li> <li>-Proportion d'écoles soutenues avec bâtiments adaptés et classes séparées (situation de référence 27% / cible : 80%)</li> <li>-Nombre de pupitres, tables et chaises de PS livrés (cibles : 980 pupitres, 85 tables et 830 chaises)</li> <li>-Proportion d'écoles soutenues équipées de mobilier adapté (cible : 100%)</li> <li>-Nombre de lots de manuels livrés (cible : 8 000)</li> <li>-Proportion d'écoles soutenues équipées de stock de manuels scolaires (situation de référence 100% à Platon/les Palmes et Juanaria, 28% à Côtes de Fer et 38% à Lamielle / cible : 100%)</li> <li>-Proportion d'écoles soutenues équipées de matériel didactique de base (cible : 100%)</li> <li>-Nombre de latrines équipées de systèmes de lavage de mains réalisé (cible : 36)</li> <li>-Proportion d'écoles soutenues dotées d'équipements sanitaires de base (cible : 75%)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Visites de chantier (mission d'appui Génie civil, coordinateurs et RP)</li> <li>•Rapports techniques relatifs au suivi des chantier</li> <li>•Bons de livraison des matériels et équipements</li> </ul>	

<p><b>Activités pour R1</b></p> <p>1.1- Réaliser des visites d'écoles, rencontres communautaires, enquêtes par foyer, évaluation du niveau des maîtres et des compétences de base des élèves pour disposer d'une analyse approfondie de l'environnement éducatif d'Amazone et de Bras de Gauche (Côtes de Fer), et de Lamielle (Cerca La Source)</p> <p>1.2- Sensibiliser l'ensemble des familles des zones ciblées aux enjeux de la scolarisation</p> <p>1.3- Stimuler la participation d'une majorité de parents à la vie et à la gestion de l'école</p> <p>1.4- Accompagner 54 nouvelles écoles d'Amazone et Bras de Gauche (Côtes de Fer), de Lamielle (Cerca La Source) dans l'identification de leurs besoins et la définition de leurs engagements et lancer la phase de préciblage</p> <p>1.5- Contractualiser et suivre annuellement les engagements des écoles sélectionnées d'Amazone et Bras de Gauche (Côtes de Fer) et de Lamielle (Cerca la Source)</p> <p>1.6- Contractualiser et suivre annuellement les engagements des 16 écoles en cours de renforcement à Juanaria (Hinche) et achever le cycle d'appui pour les 26 écoles de Platon et des Palmes (Petit-Goâve)</p> <p>1.7- Evaluer le niveau de mobilisation des acteurs étatiques et non étatiques (dont parents, BDS, BDE, Missions, CASEC et ASEC) des 7 sections communales</p>	<p><b>Moyens humains :</b></p> <p>- 1 Responsable de Programme scolaire x 4 zones (3 expatriés, 1 Haïtien)  - 1 mission d'appui Génie civil (expatrié)  - 2 puis 3 Chefs de secteur fournissant un support et suivi technique et chargés de l'évaluation et de la programmation stratégique ; Responsables finances (resp. basés en France, Espagne et Haïti)</p> <p><i>Equipe locale Petit-Goâve (16 pers.):</i>  - 2 coordinateurs Projets écoles  - 5 puis 4 conseillers pédagogiques  - 6 puis 4 animateurs communautaires  - 2 gardiens  - 1 chauffeur / logisticien</p> <p><i>Equipe locale de Côtes de Fer (13 pers.):</i>  - 1 coordinateur Projets écoles  - 3 conseillers pédagogiques  - 1 chargé appui Formations  - 6 animateurs communautaires  - 1 gardien  - 1 chauffeur</p>	<p>•Rapports d'activités des responsables de programme</p> <p>•Rapports de visite des Chefs de secteur</p> <p>•Rapports de formation</p> <p>•Grilles de suivi et d'évaluation</p> <p>•Documents de capitalisation</p>	<p>La situation socio-politique n'entrave pas la participation des différents acteurs du projet dans la mise en œuvre des activités.</p> <p>Les sites demeurent accessibles, il n'y a pas de dégradation irréversible des pistes d'accès principales.</p> <p>Pas de rupture durable pour l'approvisionnement en matériaux de construction ni de hausse significative des coûts afférents.</p> <p>Concert-Action parvient à recruter une ressource adéquate pour occuper le poste de Chef de secteur Education.</p>
--	--	---	--

## **ANNEXE 2 : Ressources**

### **Base documentaire qui sera mise à disposition pour l'évaluateur(-trice) retenu(e)**

- Comptes rendus technique et financier intermédiaires

### **Documents internes à Inter Aide**

- Outils de suivi et d'évaluation des programmes
- Rapports de mission des chefs de secteur

### **Documents de capitalisation**

- Présentation de la démarche d'appui aux écoles mise en œuvre en Haïti (octobre 2011), en ligne sur le site <http://www.interaide.org/pratiques/education/education-et-scolarisation-primaire>
- Rapport du CIEDEL : Evaluation des effets et de la stratégie d'Inter Aide dans la chaîne des Cahos – Haïti (synthèse)
- Rapport d'évaluation des projets scolaires de fin 2014

### **Personnes ressources**

- Chef de secteur Haïti pour Inter Aide
- Responsables de programme (*expatriés, ils sont en charge du suivi de chaque programme, ils sont basés en milieu rural, sur les sites d'intervention*)
- Equipes locales d'Inter Aide
- Responsables des partenaires locaux (Concert-Action)
- Responsables administratifs et financiers (*basé(e)s à Versailles*)

**Site d'échanges Pratiques** : <http://www.interaide.org/pratiques>